



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 20 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 février 2023

Contexte et constats

Publié sur



SULO FRANCE SAS

Z.I. Les Franchises
52200 Langres

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 février 2023 dans l'établissement SULO FRANCE SAS implanté Z.I. Les Franchises 52200 Langres. L'inspection a été annoncée le 13 février 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à un signalement de l'ARS d'un cas de légionellose dans le secteur Langrois

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SULO FRANCE SAS
- Z.I. Les Franchises 52200 Langres
- Code AIOT : 0005701331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SULO est spécialisée dans la production de contenants en plastique pour un usage de pré-collecte des déchets (ménagers ou autres).

Le site est localisé en bordure de la Zone Industrielle "Les Franchises" (territoire de la commune de Langres), sur une superficie couverte d'environ 24 000 m².

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- consigne d'exploitation : analyse légionelle

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	consigne d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-3.a	/	Sans objet
2	consigne d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-3.e	/	Sans objet
3	consigne d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II-2-a	/	Sans objet
4	consigne d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II-2-b	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité n'ont été relevées lors de la visite.

Les analyses ne montrent pas de dépassement des seuils de légionelles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : consigne d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-3.a
Thème(s) : Autre, surveillance de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect de la fréquence des analyses en legionella pneumophila
Constats : Les analyses sont toujours réalisées mensuellement autour du 10 de chaque mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : consigne d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-3.e
Thème(s) : Autre, transmission des résultats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : respect de 30 jours
Constats : Les données sont rentrées de façon générale tous les trimestres sur GIDAF, par commodité d'utilisation de l'outil.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : consigne d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II-2-a
Thème(s) : Autre, Cas de dépassement ponctuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : mis en œuvre les actions curatives, réalisé une nouvelle mesure au moins 48 h et au plus 1 semaine après la mise en œuvre des actions curatives
Constats : Aucun dépassement n'a été relevé sur la période 2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : consigne d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II-2-b
Thème(s) : Autre, Cas de dépassements multiples consécutifs.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : mis en œuvre les actions curatives, recherché les causes de dérives et a pris les actions correctives complémentaires, réalisé une nouvelle mesure au moins 48 h et au plus 1 semaine après la mise en œuvre des actions curatives
Constats : Aucun dépassement n'a été relevé sur la période 2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet